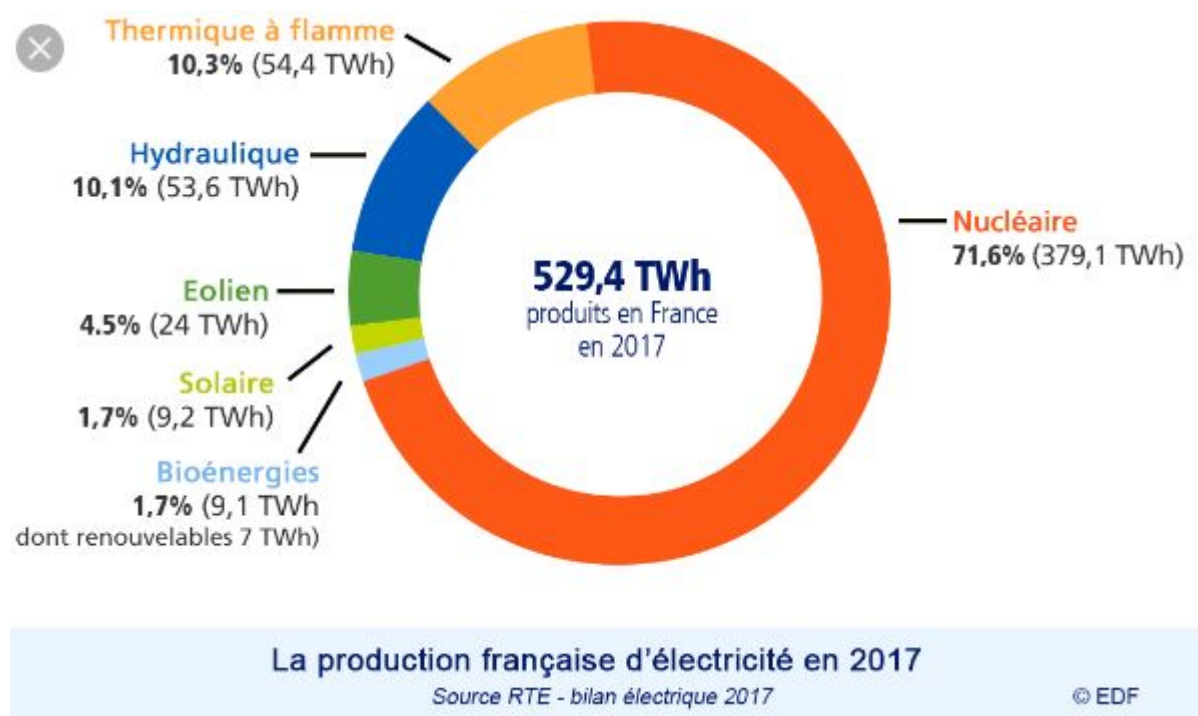


# Parlement européen : le RN a-t-il eu raison de s'abstenir sur « le Pacte vert » ?

écrit par Christine Tasin | 18 janvier 2020



Le Pacte vert, selon le RN, est un projet bureaucratique et autoritaire... bref, dictatorial. Et donc les députés du RN se sont abstenus malgré leurs convictions écologiques.

Merci à Marchersurdesoeufs qui nous a signalé le communiqué du RN ci-dessous :

**La délégation française RN du groupe Identité et Démocratie au Parlement européen vient de s'abstenir lors du vote sur le Pacte vert**

15 janvier 2020

communiqué de la délégation RN au Parlement Européen

Le RN est pleinement investi dans le combat pour

l'environnement, et ce depuis des années. Ce sujet figure au cœur de son programme.

La délégation française RN du groupe Identité et Démocratie au Parlement européen vient de s'abstenir lors du vote sur le Pacte vert en session plénière à Strasbourg.

L'écologie ne saurait en effet être le prétexte à un projet bureaucratique et autoritaire, qui renforcerait encore le pouvoir des institutions européennes sur les Nations.

Le Pacte vert présenté aujourd'hui est imprégné d'une idéologie globaliste et normative qui a déjà prouvé son inefficacité.

Les conséquences désastreuses du libre-échange sur l'environnement et l'hypocrisie de ceux qui prétendent défendre les deux à la fois ne sont plus à démontrer.

Le Rassemblement National, par la voix d'Hervé Juvin, défend un projet écologique innovant, respectueux des identités, articulé autour des circuits courts, d'une économie ancrée dans des territoires vivants et divers, garantissant à chacun un cadre de vie et une alimentation sains.

<https://rassemblementnational.fr/communiqués/la-delegation-francaise-rn-du-groupe-identite-et-democratie-au-parlement-europeen-vient-de-sabstenir-lors-du-vote-sur-le-pacte-vert/>

.

### **Alors, ont-ils eu tort ou raison ?**

Brutasse que je suis, j'aurais sans doute, moi, face à l'hydre tentaculaire et totalitaire de Bruxelles, donné comme consigne de voter non à tout par principe, parce que « *chat échaudé craint l'eau froide* » et qu'aucune décision de l'UE n'a jamais apporté que de mauvaises choses, c'est peu de le dire. Même les Suisses qui ne sont pas dans l'UE sont [obligés de voter](#) pour tenter d'échapper aux règlements

totalitaires de Bruxelles. Et concernant l'écologie utilisée sur toute la planète pour mettre le peuple au pas, j'aurais dit non, j'en suis persuadée...

## **Regardons d'un peu plus près ce « pacte vert ». Mes commentaires en orange**

### **Extraits**

Dans une [résolution](#) adoptée par 482 voix contre 136 (et 95 abstentions), les députés européens soulignent « *l'urgence d'une action ambitieuse [...] pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 ° C et pour éviter une perte massive de biodiversité* ». Par conséquent, ils « *saluent le fait que le plan [de la Commission européenne] vise la neutralité carbone d'ici 2050* », résume un [communiqué](#). Mais le Parlement « *veut encore plus d'ambition* », précise cette publication.

**Commentaire C.T.** Encore plus d'ambition... Toujours plus... Ils sont bien décidés à nous en demander toujours plus, non, à imposer toujours plus, en vertu d'une urgence supposée, alors que nombre d'experts scientifiques mettent en doute quelque rapport que ce soit entre activités humaines et climat.

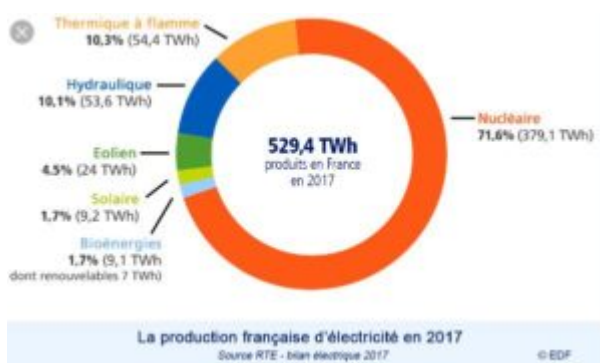
[...]

A l'heure actuelle, les Etats membres se sont engagés à porter la part des énergies renouvelables à [32 %](#) de leur production d'énergie à l'horizon 2030. De même qu'à réduire de [40 %](#) les émissions européennes de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990 (objectifs contraignants). Dans son Pacte vert, la Commission européenne propose de porter la réduction des émissions à « [au moins 50 %](#) » en 2030. Mais le Parlement européen, qui a décrété en novembre « [l'état d'urgence climatique](#) » en Europe préconise, lui, une réduction de 55 %.

Dans sa résolution adoptée le 15 janvier, il appelle aussi les Etats membres à se fixer des objectifs contraignants en matière d'efficacité

énergétique, alors que seul un objectif non contraignant a été adopté en [2018](#) : améliorer d'au moins 32,5 % l'efficacité énergétique par rapport aux projections faites en 2007 pour 2030.

**Commentaire C.T.** Porter la part des énergies renouvelables à 32%, c'est réduire d'autant la production d'énergie qui nous rend indépendants et non pollueurs, l'énergie nucléaire essentiellement, en sachant que Macron est en train de vendre nos centrales hydrauliques sur injonction de Bruxelles... Cela signifie encore plus d'éoliennes qui polluent drastiquement et la planète et la vue pour une efficacité minime en nombre considérable, sans parler des panneaux solaires au prix de revient exorbitant... C'est inacceptable. Et cela se corse avec une exigence ahurissante, celle de porter à court terme la réduction des gaz à effet de serre à 55%. De la folie, et comme tout système bruxellois, ils ajoutent le chantage à la punition, ils veulent que leurs exigences soient contraignantes, traduisez : des lourdes amendes si le contrat n'est pas réalisé. **Tout député européen qui se respecte aurait dû dire non**



[...]

Le deuxième volet qui retient particulièrement l'attention des parlementaires est celui de l'aide apportée aux régions, aux secteurs d'activité et aux citoyens qui seront les plus touchés par cette transition verte.

« *Le Pacte vert, ça passera ou ça cassera, tout dépendra du*

*financement. Nous l'avons vu au Conseil européen de décembre» , a ainsi prévenu le 14 janvier Siegfried Mureşan, au nom du Parti populaire européen (PPE, centre droit). En décembre à Bruxelles, la Pologne – encore très dépendante du charbon – a refusé de soutenir l'objectif de la neutralité carbone pour 2050. Pour embarquer tous les pays de l'UE vers cet horizon vert, le Parlement européen appelle donc à « garantir une transition juste et inclusive» , grâce à la mise en place rapide d' »un mécanisme de transition doté d'un financement adéquat« . « Il faudra une enveloppe importante pour minimiser l'impact» , a expliqué l'élu roumain du PPE.*

Quelques minutes plus tôt, la Commission européenne venait de présenter dans l'hémicycle strasbourgeois son « *Fonds pour la transition juste*» . Doté de 7,5 milliards d'euros – qui permettraient de mobiliser « *au moins 100 milliards d'euros* » entre 2021 et 2027 selon Frans Timmermans, vice-président de la Commission en charge du climat – ce fonds pourrait être utilisé pour former les travailleurs aux « *emplois d'avenir* » ou « *revoir les installations nationales pour préparer le terrain pour les nouvelles activités*» . « *Il s'agit d'un message envoyé aux mineurs des Asturies, ou à ceux qui exploitent le gaz de schiste dans les pays baltes [...]. Nous sommes à vos côtés tout au long de cette transition*» , a-t-il promis.

Mais « *7,5 milliards d'euros en 7 ans ; 108 régions minières... cela signifie environ 10 millions d'euros par région et par an. Est-ce que cela suffit ?*» , s'est interrogé l'écologiste allemand Niklas Nienaa (Verts/ALE). « *Vous voulez multiplier l'effet avec des investissements privés, mais il n'y a pas 100 milliards dans le mécanisme de transition*» , a-t-il observé. Selon son groupe parlementaire, il faudrait donc « *un financement plus cohérent, afin que les travailleurs miniers ne soient pas les otages des négociations du cadre financier pluriannuel tous les 7 ans*» .

### **Plus de ressources propres pour le budget de l'UE**

Ce cadre financier de sept ans – actuellement en cours de négociation pour la période 2021-2027 – est la troisième grande préoccupation du Parlement européen.

Car le Pacte vert, dans son ensemble, est un « *projet colossal* » qui « *nécessite une véritable transformation de notre système socio-économique et de notre mode de vie* », a souligné le 14 janvier l'eurodéputée espagnole Iratxe Garcia Pérez, le chef des sociaux-démocrates (S&D) au Parlement européen.

Au total, la Commission européenne chiffre à *260 milliards d'euros annuels les investissements supplémentaires* nécessaires pour réaliser les objectifs de l'UE en 2030. Sa présidente Ursula von der Leyen mise sur un vaste plan d'investissement public/privé. *Mais un quart du budget de l'Union devrait, lui aussi, être mis à contribution des ambitions climatiques.* Or « *nous ne savons pas d'où viendront les ressources* », a déploré l'élu d'extrême droite (ID) Gianantonio Da Re. « *Si elles proviennent d'autres programmes, quels seront-ils ? Quels seront ceux qui seront revus à la baisse ?* »

« *Il faut des fonds supplémentaires, pour ne pas réduire la politique de cohésion ni la politique agricole commune. C'est essentiel* », a pour sa part martelé Iratxe Garcia Pérez.

Pour augmenter les recettes de l'UE, plusieurs projets sont dans les cartons (comme une taxe sur les déchets plastiques non recyclés, une taxe sur l'économie numérique ou encore une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés), mais certains sont bloqués depuis des mois, voire des années. Si les Etats membres rechignent à augmenter leurs contributions pour alimenter les caisses de l'UE entre 2021 et 2027, et que de nouvelles ressources propres ne sont pas adoptées, le Parlement européen a d'ores et déjà averti qu'il serait prêt à retoquer le prochain projet de CFP.

**Commentaire C.T.** Tout cela est simple comme bonjour. La fameuse « *transition écologique* » dont on n'a pas besoin va coûter cher, très cher, en suppressions d'emplois, d'entreprises, en reconversions... donc des sous, des sous... et où les trouver ces sous ? En augmentant drastiquement les contributions des pays européens « riches » pour financer les autres. Qui est le dindon de la farce ? La France, qui est le pays européen qui pollue le moins, qui, grâce à ses

centrales nucléaires est indépendante en énergie et qui est encore considérée comme une puissance mondiale donc riche malgré sa dette abyssale et les efforts ahurissants que l'on demande aux Français moyens. Ils veulent, en moins de 10 ans, modifier toute nos infrastructures, on court à la catastrophe. Et ce sont les gauchistes-LREMistes majoritaires au parlement qui poussent à la roue, tout en vivant luxueusement avec leurs 10 000 euros mensuels dans le luxe du Parlement européen...

C'est monstrueux. Abominable. Inacceptable.

Jamais les parlementaires patriotes n'auraient dû voter une telle imposture... Mais ils ont naturellement peur d'être traités de fachos pour s'opposer à l'imposture climatique. Tu penses pas Greta ? T'es aussi facho que si tu penses pas CCIF !

Bon, une consolation, le « machin » est en bout de course, l'UE va s'effondrer comme un château de cartes avant 2030, forcément.

<https://www.touteleurope.eu/actualite/pacte-vert-le-parlement-europeen-pose-ses-conditions.html>